



Editorial

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA

ANALYSE DU SITUATION

GLOBAL

Reprise des frappes entre les États-Unis et l'Iran, dans une guerre qui, de fait, n'est jamais partie

RÉGIONAL

Le séisme qui a secoué le Venezuela et la politique internationale

LOCAL

Que pouvons-nous déceler du nouveau cabinet d'Abelardo ?

Reprise des frappes entre les États-Unis et l'Iran, dans une guerre qui, de fait, n'est jamais partie

Le mémorandum d'entente du 17 juin promettait ce qui s'est aujourd'hui mué en mirage : cesser les hostilités, garantir la libre navigation dans le détroit d'Ormuz et évaluer des ajustements au programme nucléaire iranien. Moins d'un mois plus tard, cet armistice a volé en éclats. Depuis le 7 juillet, à la suite d'une série d'attaques contre des navires dans le Golfe attribuées à Téhéran, Washington et la République islamique ont repris une confrontation qui, à vrai dire, ne s'était jamais achevée : elle s'était à peine repliée derrière un fragile cessez-le-feu, conclu en avril et ratifié en juin, que ni l'une ni l'autre des deux parties n'a pleinement respecté. La guerre déclenchée le 28 février 2026 —lorsque les États-Unis ont lancé, sous l'impulsion d'Israël, leur première offensive aérienne— revient à son cours naturel : celui d'une escalade qui se nourrit d'elle-même.

L'axe demeure le détroit d'Ormuz, ce corridor vital pour le commerce mondial. À l'aube du 13 juillet, le différend a franchi un seuil dangereux : deux pétroliers émiratis ont été touchés par des missiles de croisière iraniens alors qu'ils traversaient les eaux territoriales d'Oman,

faisant un membre d'équipage tué —de nationalité indienne— et huit blessés, dont quatre grièvement. Le ministère de la Défense des Émirats arabes unis a qualifié l'attaque de violation flagrante du droit international et s'est réservé le droit de prendre toute mesure pour protéger ses intérêts. La marine iranienne, pour sa part, a réitéré la fermeture du détroit « en réponse aux actions des États-Unis et à l'incitation faite aux navires d'effectuer des passages non autorisés », et les Gardiens de la Révolution ont averti qu'il resterait fermé jusqu'à ce que Washington mette fin à ses « actes d'agression » ([Infobae, 2026](#)).

La riposte américaine a été une campagne soutenue. Le Commandement central a mené, quatre nuits consécutives, des frappes au moyen d'avions de combat, de drones et de navires de guerre contre des

"le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, a mis en garde contre les graves conséquences socioéconomiques et humanitaires"

sites de missiles, des capacités navales et des systèmes de défense côtière, concentrés dans le sud du pays —Bandar Abbas, Bouchehr, la province du Sistan-et-Baloutchistan— et sur l'île de Grande-Tomb, dont la souveraineté est disputée entre l'Iran et les Émirats (The New York Times, 2026). Mardi après-midi (heure de Miami), les États-Unis ont en outre réactivé le blocus naval des ports et des côtes iraniens qu'ils avaient déjà maintenu pendant près de deux mois entre avril et juin ; dans les premières heures de son rétablissement, ils ont dérouté deux navires marchands qui tentaient de le contourner. Téhéran dénonce plus de trente civils tués depuis la reprise des combats et a répliqué en frappant des installations liées aux États-Unis à Bahreïn, au Koweït et en Jordanie. Trump, quant à lui, menace d'étendre les frappes la semaine prochaine aux centrales électriques et aux ponts si l'Iran ne revient pas à la table des négociations (CNN, 2026).

Au cœur de l'escalade militaire, le président Trump lui-même a introduit un revirement qui révèle la logique transactionnelle avec laquelle il conçoit le conflit. Dans une longue publication sur Truth Social, il est revenu sur sa menace — lancée lundi— de percevoir une surtaxe de 20 % sur la valeur de la cargaison de chaque navire traversant le détroit, ainsi que sur sa revendication que les États du Golfe remboursent Washington pour la protection militaire. À la place de cette

taxe, a-t-il écrit, il avait « décidé de la remplacer » par des accords commerciaux et d'investissement avec les pays concernés. Le blocus naval de nouveau en place, il a proclamé que, grâce à son leadership, le détroit est « ouvert à tout le trafic maritime sauf pour l'Iran », bien que l'intensification des combats ait réduit ce trafic à un filet. Par ailleurs, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, a mis en garde contre les graves conséquences socioéconomiques et humanitaires d'une interruption prolongée d'une route dont des millions de personnes dépendent pour l'alimentation, les médicaments, l'énergie et d'autres biens (La Política Online, 2026).

La dimension diplomatique, quoique mal en point, respire encore. Trump a laissé entendre devant la presse, dans le Bureau ovale, qu'un début d'accord avait existé : « Je crois que nous avons un accord avec eux il y a deux jours, mais ils voulaient continuer à négocier », a-t-il affirmé, sans donner de détails sur le prétendu pacte ni sur ses conditions, et en imputant à la volonté iranienne de prolonger le dialogue le fait que rien de définitif n'ait été conclu. Du côté du Golfe, le Premier ministre du Qatar, le cheikh Mohammed ben Abdulrahman Al Thani, s'est entretenu par téléphone avec le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi au sujet de l'escalade, et a averti que les attaques contre des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz érodent la confiance et nuisent aux efforts en faveur de la sécurité régionale (El Mundo, 2026).

Mais depuis Téhéran, le message est ferme : le président Massoud Pezeshkian a soutenu que son pays n'acceptera pas de négociations imposées sous la contrainte, la menace ou le blocus, et son vice-ministre des Affaires étrangères a été catégorique : « Si les États-Unis pensent que leurs frappes militaires et leur blocus nous contraindront à demander des négociations, ils commettent une erreur ».

L'onde de choc atteint jusqu'à la politique intérieure américaine. Le chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Hakeem Jeffries, a fait savoir à son groupe qu'il s'opposerait à une mesure visant à supprimer l'aide américaine à Israël, tout en réclamant dans le même temps un « grand rééquilibrage » de la relation entre les deux pays, s'immisçant dans un débat qui a amèrement divisé son parti. Le vote —que la Chambre pourrait tenir cette semaine même— sera la première prise de position directe des démocrates, dans ce Congrès, sur la réduction des subventions à Israël, et intervient précisément au moment où les États-Unis ont relancé une guerre

dans laquelle ils sont entrés à l'instigation d'Israël ([Democracy Now, 2026](#)). Il n'est pas anodin que, alors qu'Israël a déclenché le conflit en février aux côtés de Washington, celui-ci soit resté à l'écart de cette nouvelle vague d'affrontements.

Le bilan provisoire est celui d'un armistice devenu fiction. Les marchés intègrent déjà le risque —le Brent avoisine les 85 dollars et le West Texas approche les 80—, avec une hausse de près de 9,6 % ; les voisins du Golfe se voient entraînés dans un feu qu'ils n'ont pas allumé, et chaque échange accroît la probabilité d'une erreur de calcul aux conséquences catastrophiques ([La Política Online, 2026](#)). La véritable leçon de ces semaines est que le cessez-le-feu de juin n'a jamais été une paix, mais une pause : un intervalle durant lequel la force, la coercition et la logique de l'« accord commercial » ont continué d'opérer sous un autre nom. Ormuz redevient le thermomètre d'une guerre qui n'a fait que changer de température, et dont la question de fond —s'il est possible de brader la souveraineté d'une voie stratégique en échange d'investissements et de protection— reste, comme le détroit, dangereusement ouverte.



Le séisme qui a secoué le Venezuela et la politique internationale

Le double séisme du 24 juin 2026 n'a pas créé la crise vénézuélienne : il l'a mise à nu et l'a accélérée. Un événement naturel de haute énergie a frappé un État à la capacité institutionnelle érodée, un gouvernement sans mandat constitutionnel en vigueur et un pays dont la conduite réelle, comme le révèle une enquête du New York Times, ne réside plus à Caracas (The New York Times, 2026). Le résultat n'est pas seulement une urgence humanitaire ; c'est une reconfiguration des variables politiques, migratoires et sécuritaires qui définissent l'environnement opérationnel immédiat de la Colombie.

Les faits d'abord. Il s'est agi de deux séismes survenus à 39 secondes d'intervalle : le premier de magnitude 7,2 Mw à 23 kilomètres de San Felipe (Yaracuy) et le second de 7,5 Mw au sud-est de Yumare, ce dernier à seulement 10 kilomètres de profondeur. Le bilan officiel le plus récent, communiqué par le président de l'Assemblée nationale, Jorge Rodríguez, porte le chiffre à 4 561 morts, 16 740 blessés et 17 907 personnes sans logement, dont 20 231 hébergées dans 107 refuges temporaires (Infobae, 2026a). Avec plus de 1 100 répliques enregistrées, c'est déjà le séisme le plus meurtrier de l'histoire moderne du Venezuela, et le géophysicien Michael Schmitz attribue la destruction non seulement à la magnitude, mais aussi à la confluence de deux failles géologiques, à l'amplification des ondes par les conditions du sol et à un parc immobilier

détérioré par des décennies de sous-investissement (Infobae, 2026b). Le dommage est donc autant géologique qu'institutionnel. Le PNUD estime les dommages physiques directs à environ 6 700 millions de dollars —près de 6 % du PIB— (Miyamoto International, 2026), tandis que le gouvernement reconnaît 856 bâtiments touchés, 190 effondrements totaux et un besoin de 25 000 logements (CNN, 2026a). Des organisations comme Provea avertissent que les chiffres officiels suscitent plus de doutes que de certitudes et que le nombre de disparus reste absent des bilans gouvernementaux (CNN, 2026b). Pour l'analyste de risque, la leçon est méthodologique : aucun chiffre vénézuélien ne doit être traité comme une donnée sûre, mais comme une variable politique.

La véritable découverte du dernier mois est toutefois de nature structurelle. Une enquête du New York Times, fondée sur des entretiens avec plus d'une dizaine de responsables des deux gouvernements, soutient que le secrétaire d'État Marco Rubio contrôle de facto les finances vénézuéliennes, la distribution de ses ressources naturelles et les décisions de son gouvernement, sans avoir foulé le pays depuis la capture de Nicolás Maduro le 3 janvier ; d'autres responsables le surnomment en interne « vice-roi », et le journal lui-même compare son rôle à celui de Paul Bremer III dans l'Irak occupé de 2003 (The New York Times, 2026). Le mécanisme est financier : le Trésor américain perçoit les recettes de la majeure partie des exportations vénézuéliennes et les débloque progressivement via des banques privées, tandis que l'équipe de Rubio définit à quoi cet argent peut être dépensé et qui peut en bénéficier (El Colombiano, 2026). Delcy Rodríguez dépend de ces ressources pour payer les salaires et soutenir la monnaie ; elle consulte également Washington sur des

"L'OIM a averti que le défaut de prise en charge en temps voulu des familles sans logement pourrait déclencher des déplacements vers la frontière colombienne"

nomination de haut niveau —dont celle du ministre de la Défense— et a accepté que les États-Unis décident quelles entreprises opèrent dans le pays (The New York Times, 2026). La dépendance atteint le plan symbolique : lorsque le ministre des Affaires étrangères Yvan Gil a publié un message condamnant la frappe américaine contre l'Iran, l'administration Trump a ordonné de le retirer et Gil l'a supprimé quelques heures plus tard (El Colombiano, 2026). En une seule séquence se trouve exposé le nerf de la politique hémisphérique actuelle : la position du Venezuela face au conflit au Moyen-Orient —thème mondial de cette édition— n'est plus fixée par Caracas.

Sur cet échafaudage, le séisme fait office d'oxygène politique. L'intérim de Rodríguez a épuisé le 3 juillet la limite constitutionnelle de 180 jours prévue aux articles 233 et 234, sans que l'Assemblée nationale ne déclare la vacance absolue ni ne convoque d'élections, et il n'existe aucun calendrier électoral officiel (Infobae, 2026c). Trump a affirmé qu'il n'y aurait pas d'élections à court terme et que la priorité est la reconstruction, à commencer par les infrastructures pétrolières (Aporrea, 2026). Rubio, pour sa part, a admis que la catastrophe représente un revers pour sa feuille de route de démocratisation, tandis que María Corina Machado, la principale figure de l'opposition, demeure marginalisée par crainte de déstabiliser l'appareil militaire et sécuritaire (The New York Times, 2026).



L'urgence humanitaire, en somme, n'a pas affaibli la tutelle : elle l'a consolidée. À cela s'ajoute un engagement financier américain supérieur à 386 millions de dollars d'aide au titre du séisme (Departamento de Estado de EE. UU., 2026), qui renforce ce même schéma de dépendance.

La dimension sécuritaire mérite une attention particulière de nos clients. Dès les premières minutes de la catastrophe, des vols et des pillages prolongés ont été signalés dans les zones les plus touchées, face à la capacité de réponse limitée de l'État (The Conversation, 2026), et le CICPC a même destitué quatre fonctionnaires pour conduites irrégulières durant l'urgence (CNN, 2026c), ce qui confirme que l'effondrement de la dissuasion situationnelle au Venezuela est structurel et non conjoncturel. Plus significatif encore : en juin, des forces américaines auraient utilisé des renseignements fournis par le gouvernement de Rodríguez pour éliminer Niño Guerrero, chef du Tren de Aragua, lors d'une frappe de missile dans le sud du pays, première opération militaire conjointe entre les deux États depuis des décennies (El Colombiano, 2026). Ce précédent laisse présager un schéma de coopération cinétique antidrogue et anti-GAO sur le territoire vénézuélien, avec des implications directes sur la fragmentation et le déplacement de structures criminelles transnationales qui opèrent aussi en Colombie.

Pour la Colombie, la lecture migratoire doit rester prudente. Migración Colombia soutient que, jusqu'à la fin juin, aucune

augmentation inhabituelle des passages frontaliers imputable à l'urgence n'a été observée (El Universal, 2026). Cependant, l'OIM a averti que le défaut de prise en charge en temps voulu des familles sans logement pourrait déclencher des déplacements vers la frontière colombienne, et les autorités signalent déjà un trafic accru sur les ponts internationaux entre Táchira et Norte de Santander (El Nacional, 2026). Le même organisme estime à 6,76 millions le total des personnes affectées, tandis que l'OPS alerte sur le risque de flambées de maladies transmissibles (El País, 2026), dans un pays qui héberge déjà 2 841 048 Vénézuéliens résidents (CNN, 2026d). Le scénario le plus probable à 90 jours n'est pas un exode soudain, mais un écoulement migratoire à caractère humanitaire et sanitaire, avec une pression différenciée sur Norte de Santander, Arauca et La Guajira et une demande croissante sur le système de santé des villes d'accueil.

Le Venezuela entre ainsi dans une phase où reconstruction matérielle, légitimité politique et souveraineté effective sont fusionnées en un même nœud. Pour le secteur des entreprises colombien, la variable à surveiller n'est pas le séisme —dont le cycle médiatique s'épuisera en quelques semaines— mais son effet de second ordre : un voisin sans calendrier électoral, administré financièrement depuis Washington, avec une présence militaire étrangère et une capacité étatique réduite pour des années. Nous ne sommes pas face à une transition : nous sommes face à un protectorat de facto sur la frontière orientale. Telle est la condition-cadre avec laquelle il faudra planifier.



Source : Vanguardia, 2026

LOCAL

Équipe d'analyse

UNIDAD DE ANÁLISIS POLÍTICO Y SEGURIDAD CORPORATIVA



Andrea Mojica
Consultante Sénior



Camilo Jácome
Consultant Junior

Que pouvons-nous déceler du nouveau cabinet d'Abelardo ?

Un cabinet n'est pas une liste de noms : c'est la première déclaration de gouvernement d'un président avant même de gouverner. La composition qu'Abelardo de la Espriella a progressivement dévoilée en vue de son investiture du 7 août —14 des 18 portefeuilles désignés au 15 juillet— ne doit pas se lire comme un simple bilan de réussites et d'échecs, mais comme un ensemble de signaux sur la manière dont l'administration entrante se comportera en matière de sécurité, d'institutionnalité et de gouvernabilité. Pour le secteur des entreprises, ces signaux importent davantage que les profils individuels.

Le signal le plus net, et le plus pertinent sur le plan opérationnel, est le tournant en matière de politique de sécurité. La nomination du major-général (r) Jorge

Eduardo Mora à la Défense —militaire de longue carrière et d'obédience uribiste— a été annoncée quelques heures après que le président élu eut déclaré son intention de mettre fin à la « paix totale » de Gustavo Petro et de la remplacer par une stratégie fondée sur des opérations militaires (Cambio, 2026a). À cela s'ajoute l'annonce de la fusion des bureaux de la paix et de la suppression du Bureau du Commissaire à la paix, sous la prémisse qu'« il n'y aura plus de processus de fausse paix » (El Espectador, 2026). Pour nos clients disposant d'actifs dans le Cauca, le Putumayo, le Catatumbo et le sud-ouest, cela laisse présager une nouvelle escalade de la confrontation avec les GAO et une probable recomposition de la carte des risques territoriaux au second semestre. C'est là le point qui exige une surveillance prioritaire.

Le deuxième signal est une vulnérabilité juridique que le gouvernement entrant lui-même a commencé à traiter dans l'urgence. La loi 2424 de 2024, qui a réformé la loi sur les quotas de 2000, exige qu'au moins 50 % des postes du plus haut niveau décisionnel soient occupés par des femmes : neuf des 18 portefeuilles.

Lors des premières nominations, le décalage était évident —sur les 13 premiers ministères, quatre seulement étaient revenus à des femmes—, ce qui obligeait le président élu à pourvoir avec des femmes la quasi-totalité des postes restants pour ne pas enfreindre la loi ([Infobae, 2026](#)). La désignation d'Alexandra Falla Zerrate au ministère des TIC ce 15 juillet, cinquième femme du cabinet, confirme cette correction forcée ([Cambio, 2026b](#)). Le point n'est pas cosmétique : le Tribunal administratif de Cundinamarca a déjà annulé deux nominations ministérielles du gouvernement sortant pour ce même motif, et le non-respect constitue une faute disciplinaire très grave, exposant à des recours en nullité ([El Colombiano, 2026](#)). En termes de risque, la leçon est que la parité n'a pas été un critère de conception du cabinet, mais une contrainte légale survenue après coup, et que les quatre portefeuilles encore vacants —Santé, Travail, Culture et Science— devront être pourvus en totalité par des femmes, réduisant la marge de manœuvre politique du président élu.

Le troisième signal est celui de la carte des dettes politiques. La composition révèle avec précision la coalition qui a porté De la Espriella à la Maison de Nariño par une marge d'à peine 250 830 voix —la plus étroite d'un second tour récent— ([Cambio, 2026a](#)) : le clan Char, via Elsa Noguera (Cambio Radical) aux Transports ; le mouvement Creemos de Federico Gutiérrez, à travers sa sœur Juliana aux Sports ; l'uribisme, avec Mora ; et un bloc chrétien-conservateur incarné par Viviane Morales à l'Éducation et Jaime Andrés Beltrán —le « Bukele colombien »— au Logement ([Noticias Caracol, 2026](#)). On

observe en outre une concentration du pouvoir au sein du clan Gómez Hurtado : Miguel Gómez aux Finances, son neveu Nicolás Gómez comme chef de cabinet et son frère Enrique comme sénateur élu ([Vanguardia, 2026](#)). En revanche, des nominations techniques comme celle de María Nohemí Arboleda —ancienne directrice de XM, filiale d'ISA— aux Mines et à l'Énergie visent à rassurer les marchés face au risque de coupure d'électricité lié au phénomène El Niño ([Infobae, 2026](#)).

Le quatrième signal est celui d'une gouvernabilité étroite. La transition avec le gouvernement Petro a été marquée par des frictions et des suspensions, tandis que des figures de l'opposition entrante —comme Iván Cepeda lui-même— ont appelé à la désobéissance civile, et que le président élu lui-même a demandé à la communauté internationale de surveiller la transition ([El Tiempo, 2026](#)). Un mandat à la marge électorale minimale, un Congrès à négocier et une transition tendue configurent un environnement de bruit politique et réglementaire élevé durant la première année. Ainsi, le cabinet de la « Patria Milagro » projette un gouvernement à vocation sécuritaire, aligné sur Washington et soutenu par une coalition hétérogène de clans régionaux, mais avec deux flancs exposés : une vulnérabilité juridique immédiate liée au quota de genre et une gouvernabilité conditionnée par son origine électorale. Pour le secteur des entreprises, la recommandation est claire : planifier sur le scénario d'une plus grande assertivité militaire en matière de sécurité, et d'une litigiosité et d'une incertitude institutionnelle prépondérantes sur le plan politico-administratif, au moins durant le semestre d'installation.

RÉFÉRENCES

The New York Times. (2026, 11 de julio). Marco Rubio gestiona a Venezuela desde Washington.
<https://www.nytimes.com/es/2026/07/11/espanol/estados-unidos/venezuela-rodriguez-rubio-trump.html>

Infobae. (2026a, 13 de julio). Nuevo balance del doble terremoto en Venezuela: la cifra de muertos aumentó a 4.561.
<https://www.infobae.com/venezuela/2026/07/13/nuevo-balance-del-doble-terremoto-en-venezuela-la-cifra-de-muertos-aumento-a-4561/>

Infobae. (2026b, 12 de julio). Ascendió a 4.490 el número de muertos por los devastadores terremotos en Venezuela.
<https://www.infobae.com/venezuela/2026/07/12/ascendio-a-4490-el-numero-de-muertos-por-los-devastadores-terremotos-en-venezuela/>

Miyamoto International. (2026, 1 de julio). Daños causados por el terremoto en Venezuela: costo y reconstrucción por valor de 6.700 millones de dólares [con base en estimaciones del PNUD].
<https://miyamotointernational.com/es/costo-de-los-danos-causados-por-el-terremoto-en-venezuela-y-su-reconstruccion/>

CNN en Español. (2026a, 12 de julio). La cifra de fallecidos por los terremotos en Venezuela sube a 4.490.
<https://cnnespanol.cnn.com/2026/07/12/venezuela/cifra-fallecidos-terremotos-venezuela-orig>

CNN en Español. (2026b, 1 de julio). Dudas sobre las cifras del sismo en Venezuela: crece el número de muertos pero el mayor interrogante son los desaparecidos.
<https://cnnespanol.cnn.com/2026/07/01/venezuela/dudas-cifras-terremoto-muertos-desaparecidos-orig>

Democracy Now. (2026). El líder de la minoría de la Cámara de Representantes de EE.UU. se opone al recorte de la ayuda militar a Israel mientras que el Bloque Progresista respalda la medida.
<https://www.democracynow.org/es/2026/7/15/titulares/progressives-push-back-as-house-democratic-leader-opposes-ending-military-aid-to-israel>

El Mundo. (2026, 9 julio). Dentro de la decisión de Trump en el Despacho Oval de romper el alto el fuego con Irán. El Mundo.
<https://www.elmundo.es/internacional/2026/07/10/6a4f86a2e9cf4ac23a8b45c0.html>

Al Jazeera. (2026). How US-Iran escalation will test Iraq's balancing act.
<https://www.aljazeera.com/economy/2026/7/15/how-us-iran-escalation-will-test-iraqs-balancing-act>

CNN. (2026). The US is striking Iran again. Can it ever deliver a knockout blow?
<https://edition.cnn.com/2026/07/09/middleeast/iran-us-ceasefire-attacks-resume-intl-hnk>

EFE Noticias. (2026). EE.UU. completa una nueva oleada de ataques contra objetivos militares de Irán. EFE Noticias.
<https://efe.com/mundo/2026-07-14/trump-iran-ataques-eeuu/>

Financial Express. (2026). Iran-US war LIVE updates: LNG tankers navigate Hormuz despite US-Iran clashes; Tehran warns UAE – 'You will pay the price'.
<https://www.financialexpress.com/world-news/iran-us-war-live-updates-trump-military-actions-strait-of-hormuz-attack-oil-price-today-nato-summit/4286222/>

Infobae. (2026). Estados Unidos e Irán intercambian nuevos ataques y reavivan el temor de los mercados a una guerra abierta.
<https://www.infobae.com/america/mundo/2026/07/09/estados-unidos-e-iran-intercambian-nuevos-ataques-y-reavivan-el-temor-de-los-mercados-a-una-guerra-abierta/>

La Política Online. (2026). Irán ataca posiciones de EEUU en Medio Oriente y metió presión sobre el precio del petróleo. LPO.
<https://www.lapoliticaonline.com/internacionales/iran-ataca-posiciones-de-eeuu-en-medio-oriente-y-metio-presion-sobre-el-precio-del-petroleo/>

The New York Times. (2026). Iran War Live Updates: U.S. and Iran Exchange Strikes for Fifth Straight Day.
<https://www.nytimes.com/live/2026/07/15/world/iran-war-trump-hormuz>

El Colombiano. (2026, 13 de julio). Marco Rubio y su control sobre Venezuela desde Washington: así concentra poder sobre el país.
<https://www.elcolombiano.com/internacional/marco-rubio-influencia-venezuela-delcy-rodriguez-HF38795839>

Infobae. (2026c, 3 de julio). Delcy Rodríguez cumple el plazo máximo de la Presidencia encargada y expertos advierten por la legalidad de su Gobierno.
<https://www.infobae.com/venezuela/2026/07/03/delcy-rodriguez-cumple-el-plazo-maximo-de-la-presidencia-encargada-y-expertos-advierten-por-la-legalidad-de-su-gobierno/>

Aporrea. (2026, 7 de julio). Trump descarta elecciones inmediatas en Venezuela.
<https://www.aporrea.org/internacionales/n420740.html>

Departamento de Estado de EE. UU. (2026, 8 de julio). Actualización sobre la entrega continua de asistencia estadounidense de emergencia a Venezuela por parte de la Administración Trump. Embajada de los EE. UU. en Caracas.
<https://ve.usembassy.gov/es/actualizacion-sobre-la-entrega-continua-de-asistencia-estadounidense-de-emergencia-a-venezuela-por-parte-de-la-administracion-trump/>

The Conversation. (2026, 8 de julio). ¿Por qué hubo saqueos después de los terremotos de Venezuela? La entrada en escena de la paradoja del caos.
<https://theconversation.com/por-que-hubo-saqueos-despues-de-los-terremotos-de-venezuela-la-entrada-en-escena-de-la-paradoja-del-caos-287034>

CNN en Español. (2026c, 1 de julio). Resumen de noticias de los terremotos en Venezuela del 1 de julio de 2026.
<https://cnnespanol.cnn.com/2026/07/01/venezuela/live-news/terremotos-quira-rescates-victimas-trax>

RÉFÉRENCES

El Universal. (2026, 3 de julio). ¿Qué pasó con los cruces en la frontera con Venezuela tras los terremotos? Esto se sabe. <https://www.eluniversal.com.co/colombia/2026/07/03/que-paso-con-los-cruces-en-la-frontera-con-venezuela-tras-los-terremotos-esto-se-sabe/>

El Nacional. (2026, 13 de julio). OIM: afectados por sismos en Venezuela podrían migrar a la frontera con Colombia. <https://www.elnacional.com/2026/07/oim-afectados-por-sismos-en-venezuela-podrian-migrar-a-la-frontera-con-colombia/>

El País. (2026, 9 de julio). Ola migratoria de venezolanos aumentaría en Colombia tras los terremotos; esto se sabe. <https://www.elpais.com.co/colombia/ola-migratoria-de-venezolanos-aumentaria-en-colombia-tras-los-terremotos-esto-se-sabe-1017.html>

CNN en Español. (2026d, 26 de junio). En Colombia, los venezolanos se organizan contra reloj para hacer llegar ayuda a sus familiares y amigos. <https://cnnespanol.cnn.com/2026/06/26/colombia/venezolanos-c-olombia-envio-ayudas-damnificados-sismos-orix>

Cambio. (2026a, 3 de julio). Así va el gabinete de Abelardo de la Espriella: estos son los ministros confirmados. <https://cambiocolombia.com/pais/articulo/2026/7/estos-son-los-i-nistros-designados-para-el-gobierno-de-abelardo-de-la-espriella>

El Espectador. (2026, 14 de julio). Abelardo de la Espriella sigue completando su gabinete: 13 ministerios están en firme, faltan cinco. <https://www.elespectador.com/politica/abelardo-de-la-espriella-si-gue-completando-su-gabinete-13-ministerios-estan-en-firme-faltan-cinco-noticias-hoy/>

Infobae. (2026, 14 de julio). Gabinete de Abelardo de la Espriella: estos son los 13 ministros confirmados y los cinco cargos que aún faltan por definir. <https://www.infobae.com/colombia/2026/07/14/gabinete-de-abelardo-de-la-espriella-estos-son-los-13-ministros-confirmados-y-los-cinco-cargos-que-aun-faltan/>

Cambio. (2026b, 15 de julio). ¿Quién es Alexandra Falla?, la nueva ministra de las TIC designada por Abelardo de la Espriella. <https://cambiocolombia.com/poder/articulo/2026/7/abelardo-espriella-designo-alexandra-falla-ministra-tic-trayectoria-retos>

El Colombiano. (2026, 8 de julio). Seis mujeres llegarían al gabinete de De la Espriella para cumplir la Ley de Cuotas, ¿quiénes serían? <https://www.elcolombiano.com/colombia/de-la-espriella-ley-cuotas-mujeres-gabinete-EM38615274>

Noticias Caracol. (2026, 7 de julio). Listado de ministros designados por Abelardo de la Espriella para su gobierno. <https://www.noticiascaracol.com/politica/estos-son-los-ministros-designados-por-abelardo-de-la-espriella-para-su-gobierno-rg10>

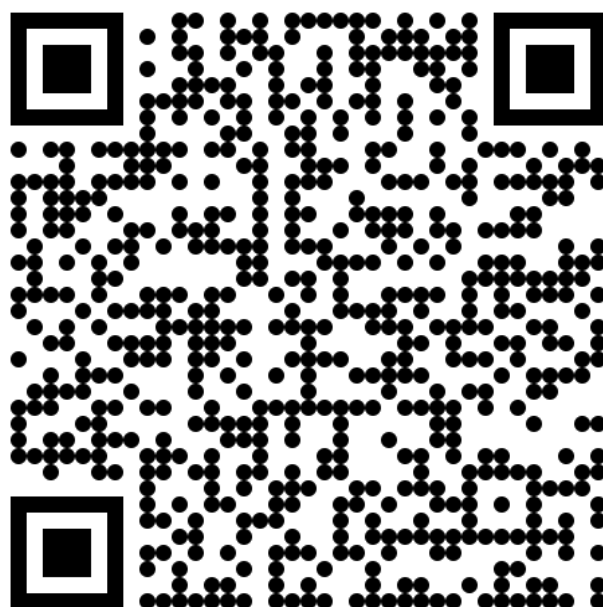
Vanguardia. (2026, 8 de julio). Gabinete de De la Espriella toma forma: aún faltan ocho ministros por designar. <https://www.vanguardia.com/colombia/2026/07/08/gabinete-de-abelardo-de-la-espriella-toma-forma-aun-faltan-ocho-ministros-por-designar/>

El Tiempo. (2026, 9 de julio). Faltan por nombrar siete ministerios en el gabinete de Abelardo de la Espriella: Salud, Trabajo y Cultura entre ellos. <https://www.eltiempo.com/politica/abelardo-de-la-espriella/faltan-por-nombrar-siete-ministerios-en-el-gabinete-de-abelardo-de-la-espriella-salud-trabajo-y-cultura-entre-ellos-3569884>

Note. Le travail d'investigation et d'analyse présenté dans ce rapport est exclusif à 3+ Security Colombia. Par conséquent, il est recommandé de ne pas divulguer le présent document. 3+ Security Colombia Ltda. se réserve le droit quant aux interprétations pouvant découler de la lecture, de l'examen et de la consultation des informations présentées.



**SECURITY
COLOMBIA**



**SCANEZ ET ACCÉDEZ AUX
ÉDITORIAUX COMPLETS.**

Si vous souhaitez en savoir plus sur nos éditoriaux,
analyses géopolitiques et rapports de risque, scannez
le code QR.

La sécurité dont le monde a besoin